

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 25/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALLOUREC TUBES FRANCE

50, rue Laveissière
BP 14
76250 Déville-lès-Rouen

Références : UDRD-2024-01-T-037
Code AIOT : 0005800571

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/01/2024 dans l'établissement VALLOUREC TUBES FRANCE implanté 50, rue Laveissière BP 14 76250 Déville-lès-Rouen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'usine Vallourec Tubes France a cessé son activité le 30 juin 2021. Les travaux nécessaires à la dépollution et à la remise en état du site ont été prescrits par arrêté préfectoral du 20 janvier 2023. La visite visait à contrôler l'avancée des travaux prescrits, conformément aux préconisations du plan de gestion.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALLOUREC TUBES FRANCE
- 50, rue Laveissière BP 14 76250 Déville-lès-Rouen
- Code AIOT : 0005800571
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Jusqu'en 2016, l'usine de Déville-lès-Rouen était spécialisée dans la fabrication de tubes en acier sans soudure et leur traitement thermique dans des fours.

En 2016, dans le cadre de « l'adaptation usine 2016-2019 », l'activité de laminage a été arrêtée et l'usine s'est spécialisée dans les traitements thermiques de tubes en acier sans soudure qui sont fabriqués dans d'autres usines du groupe Vallourec.

Les volumes d'activité ont décru progressivement depuis lors. Les installations sont à l'arrêt depuis Juin 2021, et sont en cours de démantèlement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité
- point de situation sur l'avancement des travaux de dépollution en COHV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dépollution COHV	Arrêté Préfectoral du 20/01/2023, article 1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Suivi de la dépollution	Arrêté Préfectoral du 20/01/2023, article 4	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de dépollution se poursuivent. Des résultats d'analyse des gaz du sol sont attendus de la part de l'exploitant, ainsi que des propositions d'actions pour poursuivre la dépollution, notamment de la zone n°5, inachevée au jour de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dépollution COHV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : La société VALLOUREC TUBES FRANCE met en œuvre les mesures permettant le traitement in-situ de la pollution en COHV telle que caractérisée dans le plan de gestion du site qu'elle a exploité, sis 50, Rue Laveissière à Déville les Rouen, en vue : - de sa suppression ; - ou, à défaut, de sa réduction de manière à ce que la concentration en COHV dans les gaz du sol soit en tout point inférieure au seuil de coupure de 1 300 µg/m ³ , tel que défini dans le plan de gestion ENVISOL du 30/09/2021,

L'arrêt des travaux pourrait être étudié si le taux de récupération des polluants n'est plus satisfaisant (atteinte de l'asymptote de récupération (bilan massique)). Dans ce cas, l'exploitant réactualise son plan de gestion, en particulier sur son volet risques sanitaires. Cette version actualisée est transmise à l'inspection des installations classées préalablement à l'arrêt des travaux ou du traitement.

Constats :

Les travaux de dépollution des gaz du sol ont été répartis en 5 zones, conformément au plan de conception des travaux.

Zone 1 : après trois mois de traitement et un mois d'observation, l'unité de traitement a été démontée. Toutes les valeurs mesurées sont sous les seuils définis par le plan de gestion (moins de $600 \mu\text{g}/\text{m}^3$ COHV, pour un objectif de moins de $1\,300 \mu\text{g}/\text{m}^3$). L'exploitant a observé une période d'un mois pour détecter un éventuel effet rebond (remontée des concentrations mesurée après l'arrêt du venting).

Zone 2 : idem zone 1, (moins de $600 \mu\text{g}/\text{m}^3$ COHV, pour un objectif de moins de $1\,300 \mu\text{g}/\text{m}^3$).

Zone 3 : idem zones 1 et 2, (moins de $500 \mu\text{g}/\text{m}^3$ COHV, pour un objectif de moins de $1\,300 \mu\text{g}/\text{m}^3$).

Zone 4 : après trois mois de traitement et un mois d'observation, certains puits de venting montraient des concentrations en COHV supérieures à l'objectif de réhabilitation prévu dans le plan de gestion (environ $5\,700 \mu\text{g}/\text{m}^3$ COHV, pour un objectif de moins de $1\,300 \mu\text{g}/\text{m}^3$). Une seconde période de traitement de trois mois, suivie d'un mois d'observation pour observer un éventuel effet rebond, a été menée. Le mois d'observation s'est terminé le jour de la visite. Les résultats sont attendus sous 1 mois.

Zone 5 : étant la zone présentant les plus fortes concentrations au départ, le traitement a duré 6 mois, suivi d'un mois d'observation pour un éventuel effet rebond. À l'issue de cette période, des dépassements des valeurs cibles ont été observés pour 2 ouvrages de traitement parmi une soixantaine (environ $5\,700 \mu\text{g}/\text{m}^3$ et $2\,100 \mu\text{g}/\text{m}^3$ COHV, pour un objectif de moins de $1\,300 \mu\text{g}/\text{m}^3$). Ces deux ouvrages sont situés à proximité de massifs bétonnés dans le sol, dont la profondeur semble atteindre le toit de la nappe souterraine. Le bureau d'étude émet l'hypothèse suivante : « lors de la mise en œuvre de ces massifs (afférent à l'installation d'une fosse d'eau et un four), le comblement des excavations faites pour ces fondations pourrait avoir été effectué sans respecter les différentes strates de sol. Ainsi

, les gaz du sol pourraient provenir des COHV susceptibles de venir de la nappe souterraine, par des chemins préférentiels, où l'argile n'empêcherait plus ces remontées. La présence de ces massifs bétonnés, ainsi que l'absence de dépassement en COHV dans les ouvrages voisins (situés à environ 2 m de ceux montrant des dépassements), tendent à délimiter des zones très ponctuelles où les dépassements sont observés. Ce caractère ponctuel des zones polluées ne semble toutefois pas correspondre au fonctionnement passé du site. Par ailleurs, le lit ancestral du Cailly - aujourd'hui busé et détourné - passe à proximité des ouvrages en dépassement. Et l'exploitant estime que le comblement de l'ancien lit n'aurait peut-être pas été réalisé, non plus, en respectant les différentes strates de sol, empêchant l'argile naturellement présente de jouer son rôle d'isolant entre la nappe et les gaz du sol. En conséquence, le bureau d'étude recommande de mettre en œuvre 4 nouveaux piézomètres (1 en amont direct, 1 en aval direct, et 2 au sein de la zone n°5, à proximité immédiate des deux ouvrages en dépassement) et de réaliser 2 campagnes de suivi des eaux souterraines pour tenter d'identifier une source de pollution en COHV susceptible d'expliquer ces dépassements. En cas de source identifiée, le traitement devrait être poursuivi voire complété, et dans le cas contraire, le bureau d'étude suggère de mettre à jour l'Analyse des Risques Résiduels (ARR) en tenant compte des pollutions résiduelles restantes, dont il conviendra de garder la mémoire dans des servitudes d'utilités publiques.

L'inspection a constaté que l'ensemble des ouvrages de traitement et de mesure vus lors de la visite est toujours accessible.

Demande n° 1 : l'exploitant doit transmettre son rapport d'analyse des travaux de dépollution incluant les derniers résultats sur la zone n° 4, ses conclusions sur la zone n° 5 et notamment ses propositions définitives d'actions correctives suite aux dépassements mesurés sur la zone 5, sous 1 mois (confirmation d'implanter 4 ouvrages dans la nappe pour éventuelle détection de COHV). L'inspection demande également à l'exploitant de prévoir une campagne de mesure des gaz du sol, sur toutes les zones concernées par un traitement par venting sur le site, 4 à 6 mois après l'arrêt de tout traitement, pour vérifier l'existence d'un éventuel effet rebond à moyen terme. Ce timing devrait permettre, par ailleurs, de coupler ces résultats avec ceux des campagnes sur les eaux souterraines issus des 4 nouveaux piézomètres suggérés par le bureau d'étude.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais :

- 1 mois : transmission du rapport de travaux de dépollution (bilan massif notamment) et du plan d'actions pour gestion des dépassements à la zone 5 ;
- 6 mois : transmission des résultats « effet rebond moyen terme » (après observation de 4-6 mois post traitement sur toutes les zones) et des premiers résultats sur les eaux souterraines au droit de la zone 5.

N° 2 : Suivi de la dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

Tous les 3 mois après le début des travaux de dépollution, l'exploitant réalise une campagne de mesure de la qualité des gaz du sol au droit de la zone concernée. Il mesure, a minima, les paramètres suivants :

- composés organiques volatils halogénés (COHV) ;
- benzène, toluène, éthylbenzène, xylène (BTEX) ;
- composés organiques volatiles (COV) ;
- hydrocarbures (HC).

Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception, accompagnés de leur interprétation.

Constats :

L'exploitant a présenté une synthèse des résultats obtenus lors des dernières campagnes de mesures (cf. point de contrôle n° 1), mais pas les rapports complets, tels que prescrits par l'arrêté préfectoral. Il s'est engagé à les transmettre rapidement.

Demande n° 2 : l'exploitant doit transmettre, sous 1 mois, les rapports complets des dernières campagnes de mesure des gaz du sol

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois